

La transition agroécologique en marche

Quels sont les modèles d'agroécologie pour l'Afrique de l'Ouest, avec quels enjeux de territorialisation ? Comment favoriser et valoriser l'innovation paysanne pour les transitions agroécologiques ? Dialogue à trois voix entre organisation paysanne (CNOP Mali), organisation de la société civile (Enda Pronat Sénégal, 3AO) et organismes de formation (Centre CIFAN et la ferme école Sain du Bénin), trio d'acteurs essentiels des dynamiques des transitions agroécologiques et visages des synergies en cours.



L'Alliance pour l'Agroécologie en Afrique de l'Ouest (3AO) est une plateforme de coordination créée en 2018 composée d'organisations paysannes, d'instituts de recherche/universités, d'ONG internationales et de mouvements sociaux. Cette alliance vise à renforcer les synergies entre différents organismes et échelles d'action.



Mariam Sow a été secrétaire exécutive de Enda Pronat Sénégal de 1996 à 2023, qui a appuyé la création de plusieurs initiatives paysannes parmi lesquelles le Réseau national des femmes rurales du Sénégal (RNFR), et a co-fondé l'alliance 3AO.

Enda Pronat

Grain de sel: Quelles sont les stratégies qui ont fait leurs preuves ces dernières années pour déployer les transitions agroécologiques à votre niveau ?

Mariam Sow: Au sein d'Enda Pronat, nous avons commencé dès les années 1982-1983 à lutter contre les dangers des pesticides pour la santé humaine, animale et environnementale. À l'époque, on nous répondait qu'il était impensable d'arrêter les pesticides et les engrais chimiques, sous peine de ne pas pouvoir nourrir l'Afrique. Dès le départ, nous avons compris que pour changer les pratiques il fallait l'adhésion de l'État: nous avons beau démontrer par les faits qu'il était possible de cultiver sans pesticides, tant que l'État n'en faisait pas une priorité, ces efforts ne dépassaient pas notre échelle d'actions. C'est en capitalisant sur nos expériences d'une agriculture saine et durable que nous avons commencé à gagner l'adhésion de certains ministres. Nous avons alors compris qu'il fallait stratégiquement continuer la recherche-action avec plusieurs organisations paysannes à travers le pays en même temps que le plaidoyer vis-à-vis de l'État. Nous avons réussi à mettre en place avec d'autres acteurs de la société civile un cadre de réflexions et d'actions autour du foncier, le CRAFS, élément indispensable aux transitions agroécologiques, afin de faire face aux accaparements de terres et de sécuriser le foncier pour la génération future. La transition agroécologique dépasse la question des intrants. Elle soulève des questions techniques, mais plus encore des questions sociales et politiques, et des enjeux liés aux savoirs et à la reconnaissance des savoirs paysans. Il s'agit d'un changement radical de modèle organisationnel.

Aujourd'hui, certaines organisations paysannes reconnaissent qu'il faut changer de modèle agricole, c'est un formidable acquis. La société civile est de plus en plus mobilisée. Nous avons créé des alliances

à l'échelle nationale comme la Dynamique pour une Transition Agroécologique au Sénégal DyTAES, et sous-régionale comme l'Alliance pour l'Agroécologie en Afrique de l'Ouest 3AO, qui nous donnent une réelle visibilité. La recherche, nationale comme internationale, commence à remettre en cause le modèle agricole actuel. Les États aussi comprennent qu'il y a des changements à apporter.

Ramadan Sylla: Un des éléments décisifs pour déployer les transitions a été le Forum international de l'agroécologie, organisé en février 2015 par la Coordination nationale des organisations paysannes du Mali (CNOP Mali) et la Via Campesina, avec le soutien de la FAO. Ce forum a acté que les pouvoirs publics et le secteur privé ne peuvent plus décider du sort de l'agroécologie et du devenir de nos modèles agricoles sans les paysans, les organisations paysannes et les ONG.

Cela a permis la création en 2017 de la plateforme nationale agroécologique du Mali. Le Programme d'appui aux initiatives économiques pour une transformation écologique et sociale (PAIES) a réuni l'Association des organisations professionnelles paysannes (AOPP) et l'institut de recherche Irapad (Institut de recherche et de promotion des alternatives en développement en Afrique), et le centre de Nyéléni assure la formation et la dissémination de l'agroécologie. Ce dispositif a été élaboré en étroite collaboration avec les paysans relais issus de 6 régions du Mali et il a été validé par la recherche. Il a notamment présenté une fiche d'identification et d'expérimentation de semences paysannes. L'engagement de 2015 est tenu puisque la CNOP et plusieurs autres organisations paysannes et ONG siègent au comité de pilotage du processus d'élaboration de la stratégie nationale de l'agroécologie du Mali. Nous sommes aujourd'hui entièrement et pleinement acteurs de ce processus.



Bernardin Djossou est agronome, consultant en gestion des ressources naturelles et recteur de la ferme école agroécologique SAIN au Bénin.

E. Langlade

Bernardin Djossou : De notre côté, nous proposons depuis 20 ans des formations longues en agroécologie pour les jeunes déscolarisés, candidats à l'exode rural, afin de faciliter leur insertion en milieu rural. Nous accueillons des jeunes du Bénin, du Mali, de la Guinée ou encore du Tchad, en collaboration avec le ROPPA. Chaque année, 15 à 20 jeunes sortent du dispositif de formation et plus de 80 % restent en agroécologie.

Nous observons également que nos jeunes gagnent peu à peu leur place au sein des mouvements de producteurs, et portent la voix de l'agroécologie au sein des conseils agricoles sensibles à l'agroécologie. Mettre l'accent sur le volet formation est essentiel pour une mise à l'échelle des transitions agroécologiques. Pour ceux qui passent par les lycées agricoles ou les universités, l'enseignement est encore très peu orienté vers l'agroécologie ou une transformation durable des systèmes alimentaires. Heureusement, des cours d'agroécologie commencent à émerger dans les formations de l'Université Nationale d'Agriculture. C'est un premier pas.

Ramadan Sylla : Nous souhaitons que l'agroécologie soit prise en compte dans les cursus scolaire et universitaire. Le plaidoyer est en cours et d'ores et déjà, l'État malien a décidé de créer un master en agroécologie. Entre 2020 et 2022, nous avons formé plus de 550 producteurs de coton en agroécologie paysanne. C'était encore inimaginable, il y a cinq ans, que les professionnels du coton puissent s'intéresser à l'agroécologie. La clé du succès, c'est que cette initiative est partie d'une demande des producteurs. Ils se sont rendus compte que les seuls producteurs qui réussissaient à produire plus de 900 kg

de coton à l'hectare étaient ceux qui associaient les intrants chimiques et organiques, pratiquaient l'association des cultures, notamment les cultures fourragères pendant l'hivernage et laissaient ces cultures aux éleveurs pendant la saison sèche, afin que les troupeaux puissent consommer cette culture fourragère et fertiliser la parcelle avec leurs déjections. Ces résultats ont poussé les producteurs de coton à changer leurs pratiques et à monter un programme sur l'agroécologie.

GDS : *Quelles sont les avancées concrètes des politiques publiques obtenues grâce à vos différentes mobilisations ?*

Mariam Sow : En 2020, suite au plaidoyer porté par la DyTAES, l'État du Sénégal a commencé à subventionner les engrais organiques et depuis 2023, 20 % des subventions agricoles sont dédiées aux intrants organiques. C'est une dynamique favorable. La DyTAES regroupe désormais plus de 70 structures, c'est une collaboration multi-acteurs essentielle pour changer de paradigme. Regardez la dimension sous-régionale de 3AO : nos pays africains se retrouvent aux événements internationaux et se serrent les coudes pour défendre la biodiversité et l'agroécologie. Même si c'est encore timide, la CEDEAO initie aussi des projets agroécologiques. Cela montre que l'agroécologie peut gagner sa place.

Ramadan Sylla : Au Mali, l'engrais organique produit localement a été subventionné à 65 % par l'État en 2022. Mais il y a eu un bras de fer terrible avec les multinationales d'intrants chimiques, qui ont poussé les dirigeants à baisser cette subvention à 50 %.



Échange de savoirs organisé par Enda Pronat entre paysans, scientifiques et membres d'organisations de la société civile dans la zone Diender, partie intégrante des Niayes, une zone d'agriculture marquée par une forte utilisation des pesticides.

Enda Pronat

" C'EST UNE DÉCENTRALISATION INTÉGRALE DU DÉVELOPPEMENT DANS LES TERRITOIRES QUI S'IMPOSE SI L'ON VEUT CHANGER LES CHOSES "

L'État met ainsi un fonds à la disposition des producteurs d'intrants (engrais de fond, compost solide et liquide, engrais foliaire) qui permet de réduire le prix d'achat. Elle ne couvre pas tous les besoins pour l'agroécologie, mais c'est déjà un pas de géant.

GDS: Est-ce que l'échelle territoriale est celle qui offre les meilleurs leviers pour déclencher les transitions agroécologiques?

Bernardin Djossou: Sur la question du foncier c'est évident. Les jeunes que l'on forme ont besoin de moyens pour démarrer, et le foncier est leur premier besoin. Or, les collectivités locales, les mairies, ont la possibilité d'offrir des terres aux jeunes pour qu'ils s'installent. Nous avons élaboré un système de bourse qui vise à former deux ou trois jeunes de la collectivité en difficulté d'insertion. Nous subventionnons leur formation en échange d'un engagement moral de la collectivité. C'est un moyen pour mobiliser l'attention des collectivités, de leur dire qu'elles ont une responsabilité sur les systèmes alimentaires.

Mariam Sow: Il faut que les communautés qui expérimentent les transitions agroécologiques se mobilisent davantage et défendent elles-mêmes l'agroécologie auprès des autorités locales. C'est l'objet de l'outil qu'on appelle la DyTAEL, la "Dynamique pour la transition agroécologique locale". Il permet aux communautés de mieux négocier avec les politiques locales. Je suis convaincue que les transformations sociétales ne peuvent être réelles et durables que si ces communautés locales, population et élus locaux s'engagent dans la bonne gouvernance de leurs ressources naturelles, élaborent leurs propres politiques de développement local. Il faut également que l'État accepte de financer les politiques de développement issues des territoires avec la supervision des communes et le contrôle des communautés. C'est une décentralisation intégrale du développement dans les territoires qui s'impose si l'on veut changer les choses.

Ramadan Sylla: Nous avons conscience que les multinationales ont davantage les moyens que nous d'atteindre les instances nationales et internationales. Nous pouvons cependant faire la promotion de l'intensification de l'agroécologie à travers les activités de socialisation des pratiques agroécologiques dans les terroirs. Nous sortons avec le "Nyéléni Mobile" pour former les paysans directement dans les villages. Ces formations de masse sont adressées à tous: les villageois, le chef du village, les conseillers, les femmes, les jeunes... Nous

" IL FAUT ARRÊTER DE S'APPROPRIER LES RÉSULTATS DES INNOVATIONS PAYSANNES SANS RECONNAÎTRE L'APPORT DES PAYSANS. C'EST AUSSI CELA, DÉCOLONISER L'AGROÉCOLOGIE "

invitons aussi ces personnes relais à participer à des émissions dans les radios rurales de proximité, à partager leurs expériences sur les pratiques et les enjeux de l'agroécologie afin d'atteindre une large diffusion.

GDS: Comment favoriser une recherche co-construite avec les paysans pour des innovations adaptées aux exploitations familiales?

Ramadan Sylla: Pour espérer changer d'échelle, nous avons besoin d'une cohérence des politiques. Quand les pouvoirs publics affirment vouloir faire de l'agroécologie, il faut s'assurer qu'il y ait, au-delà des déclarations d'intention, des budgets permettant de renforcer les capacités, de former agriculteurs et techniciens, de produire des preuves par la recherche-action. Il faut donc que les paysans et les chercheurs travaillent en étroite collaboration, que les chercheurs soient redevables des résultats de leurs travaux vis-à-vis des paysans, qu'ils valorisent les paysans et leurs savoirs et les mettent au centre de la démarche. Il faut arrêter d'utiliser les innovations paysannes et de s'approprier leurs résultats sans reconnaître l'apport des paysans. C'est aussi cela, décoloniser l'agroécologie. Nous avons par exemple formé 100 producteurs maraîchers sur les semences maraîchères il y a quelques mois, en collaboration avec l'IER, l'Institut de l'économie rurale, et dans notre protocole d'accord, les paysans sont co-auteurs des résultats. C'est cette recherche-action que nous voulons.

Bernardin Djossou: Nous déployons à la ferme un volet de recherche-action autour d'innovations technologiques visant à multiplier et protéger les semences paysannes qui sont en train de disparaître. Nous travaillons également à l'intensification agroécologique



Ramadan Sylla est chargé d'agroécologie paysanne à la Coordination nationale des organisations paysannes du Mali (CNOP-Mali) et responsable pédagogique au centre international de formation en agroécologie paysanne Nyéléni (CIFAN).

R.Sylla

sur des surfaces réduites, en collaboration avec l'Institut national des recherches agricoles du Bénin (INRAB), l'Université nationale d'agriculture (UNA) et la Fédération des unions de producteurs du Bénin (FUPRO). Nous avons ainsi développé une technique de lombricompostage qui permet d'utiliser seulement 1,5 tonne de fertilisant par hectare, là où on aurait eu besoin de 12 tonnes de compost par hectare. Sur le riz, avec plus de 4 t/ha, on dépasse le rendement moyen avec ce type de fertilisant. C'est ça l'enjeu de la recherche paysanne: trouver les solutions qui n'augmentent ni la pénibilité ni le temps de travail, la mise à l'échelle est alors facile.

Maintenant la grande question c'est comment partager ces solutions librement et au plus grand nombre. Nous ne voulons pas nous positionner comme commerçants de ces techniques. Plusieurs acteurs nous avertissent du risque possible d'appropriation par des commerçants et industriels qui pourraient labelliser ces solutions, réduisant le libre accès voulu pour tous. Nous continuons donc la réflexion autour de ce sujet.

Mariam Sow: Il faut qu'on arrive à initier des recherches qui partent des besoins des communautés et arrêter de produire des informations morcelées, de juste regarder ce qui affecte la terre, ce qui affecte les variétés... il faut intégrer tout le milieu paysan! Il faut aussi accepter d'investir dans l'éducation environnementale. Car pour soigner ces mentalités affectées, pour soigner la terre meurtrie, il faut intégrer l'éducation à la base. Il faut qu'on arrive à entrer ensemble dans une démarche de co-construction citoyenne, et de mise en place de modèles créateurs de richesses qui fixeront les jeunes dans nos terroirs. ■

Propos recueillis par Émilie Langlade